



Protéger la population, rompre avec Macron!

Plus d'un an de gouvernement Macron face à la pandémie...

- Le gouvernement a refusé de créer des lits d'urgence dans des hôpitaux surchargés, voire saturés. Ainsi, les urgences de Villeneuve-Saint-Georges ont été contraintes de demander au Samu, aux pompiers et ambulances privées de conduire leurs patients dans d'autres établissements!
- Le gouvernement a refusé de vacciner les professeurs, généralisant l'extension de la pandémie !
- L'État a failli à sa responsabilité de garantir l'obligation scolaire : fin mars, dans le seul Val-de-Marne, plus de 400 classes des écoles maternelles et élémentaires se retrouvaient sans maîtres. Le baccalauréat réduit à un chiffon de papier pour la seconde année! Décrochage et misère à grande échelle chez les étudiants!
- Aucune mesure n'a été prise pendant le confinement d'avril : aucun enseignant recruté! Pas un centime débloqué!
- La misère s'étend dans nos banlieues où les licenciements se multiplient, les dettes de loyer grimpent...

De l'argent, il y en a !

Depuis un an, le gouvernement a offert 560 milliards d'euros aux capitalistes.

Mais il refuse d'entendre ceux qui en ont besoin!

État, marionnette des trusts!

Orly, plate-forme aéroportuaire :

ADP (Aéroports de Paris), entreprise publique, a planifié la suppression de 1 150 emplois! Air France a reçu au total 15 milliards d'euros et supprime 7 500 emplois, tandis que des milliers de travailleurs sont licenciés dans les entreprises de la sous-traitance.

Vitry-Alfortville, SANOFI a touché, en dix ans, 3 milliards d'euros d'aides publiques, révèlent les syndicats. Cette entreprise a-t-elle créé un vaccin contre le Covid-19 ? Non, mais elle annonce 1 000 suppressions d'emplois en

France, dont 400 chercheurs ! Dans le même temps, elle a versé, pour la seule année 2020, 4 milliards d'euros à ses actionnaires !

Choisy, Renault a reçu 5 milliards de prêt garanti par l'État et ferme l'usine de Choisy en laissant 230 ouvriers sur le carreau! Pourtant, leur expertise avait rendu cette usine indispensable pour le recyclage des moteurs d'occasion. Le gouvernement Macron-Le Maire ne manque pas une occasion de discourir sur l'écologie et l'économie circulaire, mais a décidé de faire disparaître Renault-Choisy avec 4 600 emplois en France (15 000 au niveau mondial).

Tel est le résultat catastrophique de la politique de Macron et de son gouvernement au service des capitalistes !

Pour s'en sortir,

rompre avec Macron et son gouvernement, avec la Ve République et l'Union européenne

Le 19 mars 2020, les députés PS et LFI du Val-de-Marne ont voté avec tous les députés (PS, LFI, PCF, LREM, LR, RN, MoDem, EELV) les **343 milliards (devenus 560 ensuite) offerts par Macron aux capitalistes**. Comment comprendre cette unanimité ?

Le conseil départemental dénonce à juste titre la dette cumulée de l'État (1,787 milliard d'euros) à l'égard du Val-de-Marne au titre des AIS (allocations individuelles de solidarité : APA, RSA, PCH). Comment comprendre que, dans la pratique, il relaie la politique du gouvernement dictée par l'Union européenne ?

Les travailleurs, jeunes, retraités, chômeurs, mères de famille refusent que le département en vienne aujourd'hui, par exemple, à :

- accepter que 800 enfants soient privés de l'aide de l'AESH (accompagnant d'élèves en situation de handicap) prescrite par la Maison départementale du handicap,
- copiloter la remise en cause de l'égalité des enfants devant l'instruction par le dispositif Blanquer des « cités éducatives » de Champigny-Chennevières, Créteil, Orly,
- faire appel à des sociétés privées pour remplacer les agents de collège,
- laisser 90 % des 900 agents contractuels du département sans garantir leur réemploi et en n'en fonctionnarisant aucun,
- se plier à l'injonction de contenir l'augmentation des dépenses de fonctionnement du département en dessous de 1.2 %!

Pour le POID, l'urgence, c'est de rompre cette union sacrée, c'est d'en finir avec Macron et sa politique

Réquisition des 560 milliards honteusement distribués aux capitalistes, pour les affecter aux services publics, aux communes et aux départements.

Rétablissement des libertés d'organisation et de manifestation.

Interdiction des licenciements.

Nationalisation de SANOFI et de l'industrie pharmaceutique pour que tous ceux qui souhaitent être vaccinés puissent avoir des vaccins.

Plan d'urgence dans les hôpitaux.

Ouverture de lits de réanimation dans les hôpitaux, arrêt des suppressions de services et de postes, un centre de santé public dans chacun de nos quartiers, avec médecins, infirmières, kinés,...).

Plan d'urgence pour l'école.

Recrutements de professeurs et de personnels, réquisitions de locaux pour garantir la sécurité sanitaire et la totalité des enseignements pour tous les élèves. Droit, pour tous les jeunes, aux études, à égalité, pour un vrai diplôme, un vrai travail, un vrai salaire.

Annulation des dettes de loyer.

Interdiction effective des expulsions, engagement, enfin, de la construction de milliers de logements HLM.

Abrogation de la réforme de l'allocation chômage et de la réforme des retraites. Assemblée constituante, gouvernement OUVrier. Abrogation des institutions de la Ve République et de la fonction de président de la République

À l'occasion des élections départementales, le POID présente la candidature de Katherine TERNET et André YON, avec celle de Sarah CHASTEL et Sylvain BUI pour remplaçants.

Prenez contact avec votre comité local du POID pour vous associer à son action sur la base des revendications contenues dans cette profession de foi.

Lisez La Tribune des travailleurs.

